

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 2 octobre 1992, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "portant approbation de la Convention du 17 septembre 1992 entre l'Agglomération de Bruxelles et la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 21 octobre 1992 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 2 oktober 1992 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende goedkeuring van de Overeenkomst van 17 september 1992 tussen de Brusselse Agglomeratie en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 21 oktober 1992 het volgend advies gegeven :

La section de législation du Conseil d'Etat a été récemment saisie de deux avant-projets d'ordonnance dont la portée juridique est assez semblable. L'un, référencié sous le n° L. 21.726/VR, a pour objet principal d'autoriser l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure avec la société anonyme "Bruxelles-Midi" et avec la commune de Saint-Gilles la convention annexée à cet avant-projet; l'autre, enregistré sous le n° L. 21.862/VR, porte approbation de la convention du 17 septembre 1992 entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'Agglomération de Bruxelles.

Ces deux demandes d'avis ont été l'occasion pour la section de législation de s'interroger sur sa compétence, au regard de l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, pour donner un avis sur des avant-projets d'ordonnance ayant pareil objet. Cette interrogation s'impose d'autant plus que l'approbation par voie législative de conventions n'est pas propre à la Région de Bruxelles-Capitale, mais constitue un procédé qui tend à se généraliser et à se répandre.

Il ressort de l'article 3, § 1er, précité et, singulièrement, de son alinéa 1er que ne sont pas soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat "les projets relatifs aux budgets, aux comptes, aux emprunts, aux opérations domaniales et au contingent de l'armée", c'est-à-dire tous des projets qui présentent comme caractéristique commune d'être, du point de vue formel, des actes du pouvoir législatif, mais qui ne contiennent pas des dispositions normatives - ce qui est le propre de la loi au sens matériel du terme.

.../...

Les lois budgétaires, les lois relatives aux comptes et aux emprunts, les lois domaniales et les lois fixant le contingent de l'armée ne sont cependant pas les seules à présenter cette caractéristique. Il en est d'autres. Tel est notamment le cas des lois portant approbation de traités internationaux, des lois, décrets et ordonnances portant approbation d'accords de coopération ou encore des lois, décrets et ordonnances portant approbation de conventions passées par des personnes de droit public entre elles ou avec des personnes de droit privé (1). D'où la question si les exceptions prévues par la disposition précitée sont énumérées de manière limitative ou seulement à titre exemplatif, tous les projets de loi, de décret ou d'ordonnance dépourvus de portée normative étant, en ce dernier cas, exemptés de la formalité.

Des arguments peuvent être invoqués dans l'un et l'autre sens.

En faveur de l'interprétation extensive, on relèvera que lorsqu'il s'agit de projets d'arrêtés, tous ceux qui sont de nature réglementaire et eux seuls sont soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, et que les raisons de décider sont exactement les mêmes, que le projet soit l'oeuvre du pouvoir législatif ou du pouvoir

(1) Sur la distinction entre lois matérielles et lois formelles, voyez, notamment, les conclusions de F. DUMON, à l'époque premier avocat général, dans l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt du 30 janvier 1976 de la Cour de cassation, Arr. Cass. 1976, pp. 632 et sv., sp., pp. 635 à 638 et les nombreuses références citées.

exécutif. On ajoutera que les lois de naturalisation (2) et aussi celles qui relèvent de déchéance des projets ou propositions de lois ne sont pas soumises pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat, alors pourtant qu'elles ne sont pas comprises dans l'énumération (3). Inversement, les lois budgétaires qui sont exemptées de la formalité sont considérées comme devant exceptionnellement y être soumises si, et dans la mesure où, elles contiennent des dispositions normatives, des "cavaliers budgétaires" (4).

En faveur de l'interprétation restrictive, on objectera que c'est le texte légal lui-même, tel qu'il est rédigé, qui établit la distinction en recourant au procédé de l'énumération pour définir les actes du pouvoir législatif exemptés de la formalité au lieu de ne soumettre - comme

-
- (2) L'exemple de la loi de naturalisation n'est pas probant. Comme le relèvent les auteurs des Nouvelles, la non-consultation de la section de législation du Conseil d'Etat pouvait tout aussi bien s'expliquer par "le fait que les Chambres ne sont jamais saisies en cette matière par la voie du dépôt d'un projet" (Nouvelles, le Conseil d'Etat, Bruxelles, Larcier 1975, n° 463). Au surplus, le Code de la nationalité belge de 1984 (article 21, § 5) n'utilise plus le terme "loi de naturalisation", mais celui d'"acte de naturalisation".
- (3) Avis donné le 20 janvier 1982 par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet de loi "portant diverses dérogations à l'article 1er de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés (Doc. parl., Chambre doc. n° 35 (1981-1982)/3).
- (4) Nouvelles, Le Conseil d'Etat, Bruxelles, Larcier 1975, n° 461.

.../...

c'est le cas des actes du pouvoir exécutif - à celle-ci que les lois au sens matériel du terme. Comme autre argument, on invoquera la pratique suivie par la section de législation du Conseil d'Etat qui, avant que l'article 3, § 1er, précité n'ait été modifié sur ce point, a donné régulièrement son avis sur des projets de lois domaniales sans jamais décliner sa compétence et qui, maintenant encore, est consultée et donne son avis sur les projets de loi d'approbation des traités internationaux (5).

Les deux thèses en présence paraissent pouvoir être, dans une large mesure, conciliées si l'on veut bien reconnaître l'existence, à côté des lois formelles et des lois matérielles, d'une catégorie intermédiaire de lois, à savoir celles qui, à défaut de contenir elles-mêmes des dispositions normatives, portent approbation d'actes de droit international ou de droit interne qui, eux, renferment des dispositions de cette nature.

La consultation de la section de législation du Conseil d'Etat sur les projets de lois relevant de cette catégorie est tout aussi nécessaire que lorsqu'elle a pour objet des projets de lois au sens matériel du terme. Cette formalité ne peut, sous peine d'être vidée de sa substance, porter uniquement sur les dispositions - dépourvues de tout caractère normatif - du projet de loi d'approbation, mais également - et surtout - sur les dispositions normatives des actes soumis à approbation.

(5) eod. cit. L'exemple des lois domaniales n'est guère convaincant. En effet, ces lois ont ultérieurement été expressément exemptées de la consultation de la section de législation en raison, sans nul doute, de leur caractère formel.

Ainsi, l'effet d'incorporation dans l'ordre juridique interne des normes de droit international, qui s'attache à la loi d'approbation du traité international (6), permet-il d'expliquer pourquoi la section de législation du Conseil d'Etat a toujours accepté de donner son avis - même limité à certains points en raison de la spécificité de la norme de droit international (7) - sur le contenu du traité soumis à approbation. De même, il n'est pas douteux que c'est parce que les accords de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions prévus à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles sont appelés, après avoir été approuvés, le cas échéant, par les pouvoirs législatifs compétents, à s'intégrer à l'ordre juridique de l'Etat, de

(6) Comme l'écrit F. DUMON (op. cit., p. 636), en se référant à Cass. 27 mai 1971 (Arr. Cass. 1971, 959, conclusions du procureur général GANSCHOF van der MEERSCH) :

"De wet die een internationaal verdrag goedkeurt beperkt zich ertoe uitwerking te verlenen aan de rechtsregels van het internationaal verdrag en ze in het nationaal positief recht op te nemen. Dergelijke "wet" voert geen enkele rechtsnorm in. De normen zijn neergelegd in het internationaal verdrag dat goedgekeurd werd".

(7) Voyez, tout récemment encore, l'avis donné le 1er juillet 1992 par l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'Etat sur le projet de loi portant approbation de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune, signés à Schengen le 19 juin 1990 (Doc. parl., Sénat, doc. n°464-1 (S.E. 1991-1992), pp. 33 à 36, sp.p. 33).

la Communauté et de la Région qui les ont conclus, que le Conseil d'Etat, section de législation, n'a jamais limité son examen aux seuls avant-projets de loi, de décret ou d'ordonnance qui en portent l'approbation, mais l'a étendu aux accords eux-mêmes.

Les mêmes raisons de décider existent en l'espèce où il s'agit de faire approuver par une ordonnance une convention conclue entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'Agglomération bruxelloise en vue de permettre la restitution par la première d'une taxe indûment perçue par la seconde et, selon les termes mêmes de l'exposé des motifs, "de donner une base légale à cette procédure pour se conformer au droit budgétaire".

*

* *

En application de ce qui précède, le Conseil d'Etat, section de législation, a examiné, en chambres réunies, si, en approuvant la convention précitée et en lui faisant ainsi sortir ses effets, l'ordonnance en projet n'empièterait pas sur les compétences du législateur national en tant qu'elle dérogerait, en méconnaissance de l'article 71, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, aux dispositions en matière de comptabilité de l'Etat, et singulièrement aux articles 2, 3 et 28 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991. Des explications fournies par le délégué de l'Exécutif, il est

.../...

apparu que tel n'était pas le cas, aucune compensation budgétaire n'étant pratiquée (8).

Le projet n'appelle, par ailleurs, pas d'observations, sinon quelques observations de forme en ce qui concerne le texte néerlandais.

A cet égard, il est fait référence à la version néerlandaise du présent avis.

(8) Interpellé à ce sujet, le délégué de l'Exécutif s'est exprimé comme suit :

"La compensation proposée au redevable a pour but pratique d'éviter une double manipulation d'argent.

Néanmoins, aucune compensation budgétaire (élimination réciproque de recettes et de dépenses) ne sera d'application. Dans le budget ajusté pour 1992, figure le produit intégral de la taxe régionale votée, comme partie du budget des voies et moyens. Dans le budget général des dépenses, une allocation de base est prévue afin de pourvoir au remboursement des sommes perçues indûment (majorées des intérêts), suite à l'annulation de la taxe de l'agglomération. Ainsi, cette opération se fait dans le respect total des lois sur la comptabilité de l'Etat".

Aan de afdeling wetgeving van de Raad van State zijn kortelings twee voorontwerpen van ordonnantie voorgelegd met een vrijwel identieke juridische strekking. Met het ene voorontwerp, dat het kenmerk L. 21.726/VR draagt, wordt hoofdzakelijk beoogd de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve te machtigen om met de naamloze vennootschap "Brussel-Zuid" en met de gemeente Sint-Gillis de overeenkomst te sluiten die bij dat voorontwerp is gevoegd; het andere voorontwerp, dat het kenmerk L. 21.862/VR draagt, houdt de goedkeuring in van de overeenkomst van 17 september 1992 tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Brusselse Agglomeratie.

Die beide adviesaanvragen zijn voor de afdeling wetgeving de aanleiding geweest om, uit het oogpunt van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zich te beraden over zijn bevoegdheid om van advies te dienen omtrent voorontwerpen van ordonnantie met een zodanig onderwerp. Dat beraad is des te noodzakelijker daar het goedkeuren van overeenkomsten bij wet niet eigen is aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, doch een werkwijze is die de neiging vertoont algemeen en wijdverspreid te worden.

Blijkens het voormelde artikel 3, § 1, inzonderheid blijkens het eerste lid daarvan, behoeven het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State niet "de ontwerpen betreffende begrotingen, rekeningen, leningen, domeinverrichtingen en het legercontingent", dit wil zeggen allemaal ontwerpen die als gemeenschappelijk kenmerk hebben dat zij uit het oogpunt van de vorm handelingen zijn van de

.../...

wetgevende macht, maar geen normatieve bepalingen bevatten - wat kenmerkend is voor de wet in de materiële betekenis van het woord.

De begrotingswetten, de wetten betreffende rekeningen en leningen, de domaniale wetten en de wetten tot vaststelling van het legercontingent zijn echter niet de enige die dat kenmerk vertonen. Er zijn ook andere. Dit is onder meer het geval met de wetten tot goedkeuring van internationale verdragen, de wetten, decreten en ordonnances tot goedkeuring van samenwerkingsovereenkomsten, of nog de wetten, decreten en ordonnances tot goedkeuring van overeenkomsten die publiekrechtelijke personen onderling of met privaatrechtelijke personen hebben gesloten (9). Vandaar rijst de vraag of de uitzonderingen waarin de voormelde bepaling voorziet limitatief of alleen bij wijze van voorbeeld worden opgenoemd, waarbij in het laatste geval alle ontwerpen van wet, decreet of ordonnantie die geen normatieve strekking hebben vrijgesteld zijn van het vormvoorschrift.

Argumenten tot adstructie van zowel de ene als de andere mogelijkheid kunnen worden aangevoerd.

(9) In verband met het onderscheid tussen wetten in materiële zin en wetten in formele zin is onder meer verwezen naar de conclusie van F. DUMON, indertijd eerste advocaat-generaal, in de zaak die aanleiding heeft gegeven tot het arrest van 30 januari 1976 van het Hof van Cassatie, Arr. Cass. 1976, blz. 632 e.v., inzonderheid blz. 635 tot 638 en de talrijke aangehaalde verwijzingen.

Ten gunste van een uitbreidende uitlegging kan erop worden gewezen dat wanneer het om ontwerpen van besluiten gaat, al die welke van reglementaire aard zijn en zij alleen om advies aan de Raad van State, afdeling wetgeving, worden voorgelegd en dat hetzelfde standpunt moet worden ingenomen, ongeacht of het ontwerp het werk is van de wetgevende of van de uitvoerende macht.

Hierbij komt nog dat de naturalisatiewetten (10) en ook die welke wetsontwerpen of wetsvoorstellen van verval ontheffen, niet om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State worden voorgelegd, ofschoon zij evenwel niet zijn opgenomen in de opsomming (11). Omgekeerd worden de begrotingswetten, die vrijgesteld zijn van het vormvoorschrift, geacht bij wijze van uitzondering aan de genoemde afdeling te moeten worden voorgelegd als en voor zover zij

(¹ ⁰)
Het voorbeeld van de naturalisatiewet is niet bewijskrachtig. Gelijk de auteurs in Nouvelles erop wijzen kan het feit dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet om een advies wordt gevraagd net zo goed verklaard worden door "le fait que les Chambres ne sont jamais saisies en cette matière par la voie du dépôt d'un projet" (Nouvelles, Le Conseil d'Etat, Brussel, Larcier 1975, nr. 463). Bovendien wordt in het Wetboek van de Belgische nationaliteit 1984 (artikel 21, § 5) niet meer de term "naturalisatiewet" gebezigd, maar wel de term "akte van naturalisatie".

(¹ ¹)
Advies dd. 20 januari 1982 van de afdeling wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van wet "houdende verscheidene afwijkingen van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet (Gedr. St. Kamer, nr. 35 (1981-1982)/3).

normatieve bepalingen, te weten "begrotingsruiters" bevatten (12).

Ten gunste van de beperkende uitlegging kan worden tegengeworpen dat het de wettekst zelf is, zoals hij luidt, die het onderscheid maakt door te werken met een opsomming om de handelingen van de wetgevende macht te bepalen die vrijgesteld zijn van het vormvereiste, in plaats dat hij, zoals met de handelingen van de uitvoerende macht het geval is, alleen de wetten in de materiële betekenis van het woord verbindt aan het vormvereiste. Als een ander argument wordt de handelwijze van de afdeling wetgeving van de Raad van State aangevoerd, een afdeling die voordat het voormelde artikel 3, § 1, op dat punt is gewijzigd, geregeld heeft geadviseerd over ontwerpen van domaniale wetten zonder dat zij haar bevoegdheid ooit heeft afgewezen en die ook nu nog om advies wordt gevraagd en van advies dient omtrent de ontwerpen van wet tot goedkeuring van internationale verdragen (13).

De twee voorhanden zijnde standpunten lijken grotendeels met elkaar te kunnen worden verzoend als men geneigd is om te erkennen dat er naast wetten in formele en

(¹ Novelles, Le Conseil d'Etat, ² Brussel, Larcier 1975, nr. 461.)

(¹ eod. cit. Het voorbeeld van de domaniale wetten is ³ weinig bewijskrachtig. Ten aanzien van die wetten is namelijk naderhand uitdrukkelijk bepaald dat zij geen adviesaanvraag bij de afdeling wetgeving behoeven, ongetwijfeld vanwege hun formele aard.)

wetten in materiële zin een tussenliggende categorie van wetten bestaat, namelijk die welke zelf geen normatieve bepalingen bevatten maar akten van internationaal recht of intern recht goedkeuren die wel bepalingen van dien aard inhouden.

Het adiëren van de afdeling wetgeving van de Raad van State ter zake van een advies over ontwerpen van wetten die tot deze categorie behoren is net zo nodig als wanneer die adiëring ontwerpen van wetten in de materiële betekenis van het woord geldt. Wil dat vormvereiste niet uitgehold worden, dan mag het niet uitsluitend betrekking hebben op de bepalingen - zonder het minste normatieve karakter - van het ontwerp van goedkeuringswet, maar dient het tevens - en vooral - betrekking te hebben op de normatieve bepalingen van de akten die aan goedkeuring gebonden zijn.

Zo maakt de opneming van de rechtsregels van het internationale recht in de interne rechtsorde, die volgt uit de wet tot goedkeuring van het internationale verdrag (14),

(¹ Zoals F. DUMON (op. cit., blz. 636) schrijft, waarbij hij verwijst naar Cass. 27 mei 1971 (Arr. Cass. 1971, 959, conclusie van procureur-generaal GANSHOF van der MEERSCH) :

"De wet die een internationaal verdrag goedkeurt beperkt zich ertoe uitwerking te verlenen aan de rechtsregels van het internationaal verdrag en ze in het nationaal positief recht op te nemen. Dergelijke "wet" voert geen enkele rechtsnorm in. De normen zijn neergelegd in het internationaal verdrag dat goedgekeurd werd".

het mogelijk uit te leggen waarom de afdeling wetgeving van de Raad van State altijd aanvaard heeft een advies te geven - zelfs beperkt tot sommige punten wegens het specifieke karakter van de internationale rechtsregel (15) - over de inhoud van het verdrag dat ter goedkeuring wordt voorgelegd. Evenmin lijdt het twijfel dat, nu de samenwerkingsakkoorden tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten voorgescreven in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, na in voorkomend geval door de bevoegde wetgevende machten te zijn goedgekeurd, moeten worden opgenomen in de rechtsorde van de Staat, de Gemeenschap en het Gewest die ze hebben gesloten, de Raad van State, afdeling wetgeving, zijn onderzoek nooit heeft beperkt tot alleen maar de voorontwerpen van wet, decreet of ordonnantie die de goedkeuring ervan inhouden, maar het heeft doorgetrokken tot de akkoorden zelf.

Hetzelfde geldt in het onderhavige geval waar het gaat om het bij ordonnantie laten goedkeuren van een overeenkomst gesloten tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Brusselse Agglomeratie met het oog op de

(¹ ⁵)
Zie ook het nog zeer recente advies dat de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State op 1 juli 1992 heeft gegeven over het wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek, betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, van de Slotakte, van het Protocol en van de Gemeenschappelijke Verklaring, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990 (Gedr. St., Senaat, nr. 464-1 (B.Z. 1991-1992), blz. 33 tot 36, inz. blz. 33).

mogelijke terugbetaling door de eerste van een belasting die de tweede onrechtmatig heeft geïnd en om, volgens de bewoordingen van de memorie van toelichting zelf, "(ter voldoening) aan het budgettair recht, aan deze procedure een legale basis (te geven)".

*
* *

Met toepassing van wat voorafgaat heeft de Raad van State, afdeling wetgeving in verenigde kamers onderzocht of de ontworpen ordonnantie, door de voornoemde overeenkomst goed te keuren en haar aldus uitwerking te laten hebben, niet zou raken aan de bevoegdheden van de nationale wetgever in zoverre zij met schending van artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten zou afwijken van de bepalingen inzake de Rijkscomptabiliteit, en in het bijzonder van de artikelen 2, 3 en 28 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. Uit de uitleg van de gemachtigde van de Executieve is gebleken dat zulks niet het geval is aangezien er geen enkele verrekening tussen begrotingen geschiedt (16).

(16)
Desgevraagd heeft de gemachtigde van de Executieve het volgende geantwoord :

"La compensation proposée au redevable a pour but pratique d'éviter une double manipulation d'argent.

Néanmoins, aucune compensation budgétaire (élimination réciproque de recettes et de dépenses) ne sera d'application. Dans le budget ajusté pour 1992, figure le produit intégral de la taxe régionale votée, comme partie du budget des voies et moyens. Dans le budget général des dépenses,

.../...

Voor het overige zijn er bij het ontwerp geen opmerkingen te maken behoudens enkele opmerkingen van formele aard wat betreft de Nederlandse tekst.

In de tekst van het voordrachtformulier schrijven men : "het voorontwerp van ordonnantie".

In het ontworpen artikel 1 schrijven men : "bedoeld in".

In het ontworpen artikel 2 schrijven men : "als bijlage bij deze ordonnantie".

In het voorlaatste lid van het ontworpen artikel 3 schrijven men : "Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,".

une allocation de base est prévue afin de pourvoir au remboursement des sommes perçues indûment (majorées des intérêts), suite à l'annulation de la taxe de l'agglomération. Ainsi, cette opération se fait dans le respect total des lois sur la comptabilité de l'Etat".

Les chambres réunies étaient composées de

De verenigde kamers waren samengesteld uit

Messieurs : J. NIMMEGEERS,
de Heren : C.-L. CLOSSET,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

W. DEROOVER,
J. VERMEIRE,
R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DE KEMPENEER,
J. GIJSSELS,
F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Mesdames : F. LIEVENS,
Mevrouwen : J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.
greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par MM. J. REGNIER et B. SEUTIN, auditeurs. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. J. REGNIER en B. SEUTIN, auditeurs. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

F. LIEVENS.

J. NIMMEGEERS.